

Un AR pour réduire le bruit

L'AR du 16 janvier 2006 relatif à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés au bruit sur le lieu de travail (AR Bruit) a été publié dans le Moniteur du 15 février 2006. Cet AR, transposition de la directive européenne de février 2003, apporte des changements dans la législation belge sur le bruit.

Cadre législatif

L'AR Bruit est la transposition en droit belge de la directive 2003/10/CE du 6 février 2003 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit). Les dispositions de cet arrêté constituent le chapitre III "Ambiances sonores" du titre IV "Facteurs d'environnement et agents physiques" du Code sur le bien-être au travail.

Valeurs limites et valeurs déclenchant l'action

La modification principale est l'abaissement des valeurs limites d'exposition. L'AR fixe tant les valeurs limites pour l'exposition quotidienne et hebdomadaire (Lex) que pour la pression acoustique de crête (Pcrête). Trois niveaux d'exposition ont été déterminés:

valeur limite d'exposition	Pcrête = 140 dB(C) et Lex = 87 dB(A)
valeur d'exposition supérieure déclenchant l'action	Pcrête = 137 dB(C) et Lex = 85 dB(A)
valeur d'exposition inférieure déclenchant l'action	Pcrête = 135 dB(C) et Lex = 80 dB(A)

La valeur limite est la valeur d'exposition maximale. Pour celle-ci, il est tenu compte de l'effet du protecteur auditif.

Les valeurs déclenchant l'action sont des valeurs réelles mesurées sur le lieu de travail sans tenir compte du port d'une protection auditive. La valeur d'exposition inférieure est la frontière entre une exposition exempte de risques et l'exposition déclenchant l'action. Ces valeurs sont plus basses qu'avant. Jusqu'à la parution de cet AR, l'exposition exempte de risques était de 85 dB(A), la pression acoustique de crête était de 140 dB(C) et un deuxième niveau d'action avait été fixé à 90 dB(A). Les nouvelles valeurs correspondent aux valeurs considérées comme "sûres" dans les milieux scientifiques. Dans certains pays, ces valeurs sont intégrées dans la législation en vigueur depuis un certain temps déjà. Pour les aspects techniques du mesurage, l'AR fait référence à la norme NBN ISO 1999:1992.

Evaluation de risque

Si l'analyse de risque montre que les travailleurs sont exposés au bruit, un plan de mesures adéquat doit être établi (art.9-12). Le plan est mis en oeuvre avec la compétence nécessaire (éventuellement par le service externe ou un laboratoire agréé), est répété régulièrement et les résultats doivent être conservés (art.11). Il est

précisé qu'il faut tenir compte, lors de l'évaluation du risque, des travailleurs appartenant à des groupes à risques (travailleurs âgés, travailleurs qui souffrent déjà de problèmes auditifs), de l'interaction entre le bruit et d'autres agents (vibrations, substances ototoxiques, signaux d'alarme) et de la disponibilité de protecteurs auditifs adéquats.

Mesures de prévention

Les articles 15 à 20 énumèrent toutes les mesures de prévention possibles déjà reprises dans la législation existante: méthodes de travail ou équipements de travail alternatifs, agencement des postes de travail, protections collectives, information, réduction de la durée d'exposition par l'organisation du travail. Ces mesures ont un caractère contraignant quand la valeur d'exposition supérieure de 85 dB(A) est dépassée (art. 16). En outre, les lieux de travail de ce type doivent faire l'objet d'une signalisation appropriée et d'une limitation d'accès (art.17). La valeur d'exposition maximale ne peut en aucun cas être dépassée.

Protection individuelle

Les anciens principes sont maintenus mais ils ont été adaptés aux nouvelles valeurs d'exposition:

- la protection individuelle doit être mise à disposition à partir des valeurs d'exposition inférieure déclenchant l'action (80 dB(A));
- le port de la protection individuelle est obligatoire à partir de 85 dB(A).

L'employeur est toujours tenu de vérifier l'efficacité des mesures prises (art.21).

Information et participation des employés

Les travailleurs exposés à un niveau sonore égal ou supérieur aux valeurs d'exposition inférieures déclenchant l'action doivent recevoir des informations et une formation sur les risques de l'exposition au bruit. Le comité PPT doit être impliqué dans l'évaluation des risques, les mesures et le choix des protecteurs auditifs.

Surveillance de santé

Les mesures pour la surveillance de santé sont harmonisées avec les dispositions de l'AR Surveillance de santé du 28 mai 2003 (MB du 16 juin 2003). La nécessité d'une surveillance de santé dépend donc désormais également de l'évaluation des risques. Les travailleurs exposés à un niveau sonore dépassant les valeurs d'exposition inférieures (80 dB(A)) sont soumis à un examen audiométrique tous les cinq ans. Au-delà de 85 dB(A), la périodicité de l'examen devient triannuelle ou annuelle. D'autres employés ont aussi droit à cet examen s'il s'avère nécessaire à la suite de l'analyse des risques.

L'AR surveillance de santé reste évidemment d'application. Il y est même fait explicitement référence dans l'article 25 pour ce qui concerne le dossier de santé. Ce point est détaillé dans les articles 78 et suivants de l'AR surveillance de santé: droit de consultation du dossier, traitement collectif des résultats, mise en œuvre des mesures adéquates en cas de problèmes,...

AR BRUIT – Tableau récapitulatif (Arrêté du 16 janvier 2006)

Valeurs d'exposition	Remarque importante	Actions (si dépassement des valeurs)	Protection de l'ouïe (si réduction à la source insuffisante)	Information/formation des travailleurs	Surveillance de la santé
valeur limite d'exposition	tient compte	- mesures immédiates pour	port obligatoire	oui	tous les ans

Pcrête = 140 dB(C) et Lex = 87 dB(A) (ne peut jamais être dépassée)	de l'atténuation assurée par les protecteurs auditifs portés par le travailleur	réduire l'exposition à un niveau inférieur aux valeurs limites d'exposition - détermination des causes de l'exposition excessive - adaptation des mesures de protection et de prévention en vue d'éviter toute récurrence			
valeur d'exposition supérieure déclenchant l'action Pcrête = 137 dB(C) et Lex = 85 dB(A)	ne prend pas en compte l'effet de l'utilisation des protecteurs auditifs portés par le travailleur	- mesures (techniques et/ou organisationnelles) pour réduire le bruit - signalisation - éventuellement limite d'accès	port obligatoire	oui	tous les trois ans
valeur d'exposition inférieure déclenchant l'action Pcrête = 135 dB(C) et Lex = 80 dB(A).	ne prend pas en compte l'effet de l'utilisation des protecteurs auditifs portés par le travailleur		mise à disposition des travailleurs	oui	tous les cinq ans

Abrogations

La parution de cet arrêté, qui entre en vigueur le 25 février 2006, entraîne l'abrogation des dispositions sur le bruit dans le Règlement général pour la protection du travail (RGPT) (voir tableau).

Abrogations dans le RGPT (AR du 16 janvier 2006)

Thème	Point abrogé dans le RGPT	Remplacé par
surveillance médicale des travailleurs	- point 4sexies - article 135sexies: "Dispositions particulières concernant les travailleurs exposés au bruit" - annexe II: "Liste des agents physiques susceptibles de provoquer	Code, titre IV, chap. III, art. 24 à 28

	des maladies professionnelles", Groupe II, point 2.3: "Bruit"	
mesures de prévention contre les nuisances	article 148decies 2. 1. a) "Lutte contre le bruit"	Code, titre IV, chap. III, art. 1 à 23 et art. 29 à 35
aspects techniques du mesurage	article 148decies 2. 1. a) - annexe XV: "Définitions des critères d'évaluation du risque dû au bruit visés à l'article 148decies 2. 1. a) 2" - annexe V: "Indications pour les mesures du bruit visées à l'article 148decies 2. 1. a) 3.1"	Voir norme NBN ISO 1999:1992 (Acoustique - Détermination de l'exposition au bruit en milieu professionnel et estimation du dommage auditif induit par le bruit, point 3.6.) (AR Bruit, art. 5)